

Tension avec le Rwanda : Bujumbura la main dans le sac

Burundi Aide burundaise en armes à des opposants rwandais au Congo, selon des experts onusiens.

Selon le dernier rapport du groupe d'experts de l'Onu sur la République démocratique du Congo, daté du 31 décembre, révèle Belga, un groupe armé au Sud-Kivu (est du Congo) a reçu à au moins trois reprises, en 2018, des armes en provenance du Burundi.

Ce groupe armé est constitué de Tutsis congolais, appelés Banyamulenge, et de rebelles rwandais tutsis et hutus, dont cinq groupes différents se sont coalisés sous le nom de "P5". Ces cinq groupes rebelles rwandais sont, selon les experts onusiens, Amahoro People's Congress, les Forces démocratiques unifiées-Inkingi, le PDP-Imanzi, le PS-Imberakuri et le Rwanda National Congress, qui regroupe des dissidents du FPR (Front patriotique rwandais, au pouvoir à Kigali).

Les armes livrées sont principalement des fusils de type Kalachnikov AK-47, des lance-grenades RPG-7, des mitrailleuses PK et des grenades. Le groupe armé qui les a reçues est dirigé, selon douze ex-combattants interrogés par les experts de l'Onu, par Shaka Nyamusaraba, qui vit en Afrique du Sud et veut "libérer le Rwanda".

Son principal recruteur, indique le rapport des experts, réside à Bujumbura, où il se fait appeler Rashid, Sunday, ou encore Sound Charles; c'est lui qui paie les frais de transport des recrues, venues de divers pays africains, jusqu'à Bujumbura, d'où elles sont amenées au Sud-Kivu, dans la forêt de Bijombo.

L'arroseur arrosé

Ces révélations surviennent alors que le président burundais Pierre Nkurunziza – dont l'obstination à se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat, interdit par l'accord de paix d'Arusha, a plongé le Burundi dans une grave crise depuis 2015 – a demandé, fin décembre, un sommet extraordinaire de l'East African Community (EAC) pour examiner les tensions croissantes entre son pays et le Rwanda

voisin.

Ce dernier reçoit la plus grande partie des quelque 400 000 Burundais qui ont fui les violences déclenchées par le régime Nkurunziza. Alors que ce dernier multiplie les provocations pour pousser les Hutus burundais à s'en prendre aux Tutsis (en vain jusqu'ici), afin de regrouper les premiers, plus nombreux, autour de sa personne, Kigali – qui n'oublie pas le génocide des Tutsis sur son sol, en 1994 – évite de répondre aux attaques de Bujumbura depuis des mois, pour ne pas lui offrir de prétexte à des actes de génocide contre les Tutsis burundais.

Cela n'a pas empêché Pierre Nkurunziza, le 28 décembre, lors d'une conférence de presse à Ngozi, d'assurer que "le Burundi n'a pas de mauvaises intentions, le Rwanda oui". Le secrétaire d'État rwandais chargé de l'EAC, Olivier Nduhungirehe, a répondu que Bujumbura essayait seulement de détourner l'attention de l'EAC de sa propre crise. L'EAC a en effet été chargée par l'Union africaine de régler la crise burundaise – en vain jusqu'ici, le président Nkurunziza n'ayant jamais accepté de participer aux sessions de dialogue organisées par cet organe régional. Pressé de se présenter au sommet de l'EAC du 30 novembre dernier, le président burundais l'avait boycotté; la rencontre avait été reportée au 27 décembre, puis renvoyée à février 2019.

Alors que M. Nkurunziza fait tourner l'EAC autour de son petit doigt, la presse burundaise a souligné les discours contradictoires du chef de l'État et de son épouse, ces derniers jours. Le Président, dans son discours de fin d'année a en effet assuré que la sécurité régnait désormais et invité les réfugiés à rentrer au pays. Quelques jours auparavant, lors d'une prière de gratification, Denise Nkurunziza avait dénoncé "de nombreuses tueries" au Burundi, ajoutant que Dieu lui avait révélé le nom des responsables et qu'elle demandait pardon à leur place. Elle avait aussi dénoncé les "riches qui s'enrichissent davantage" en cherchant à "confisquer les biens des pauvres".

Marie-France Cros

M^{me} Nkurunziza
a dénoncé
"de nombreuses
tueries" et
demandé pardon
à la place
des responsables.